



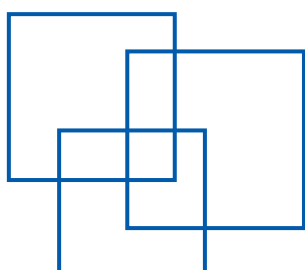
Organisation
Internationale
du Travail

Les jeunes et l'emploi en Afrique du nord:

rapport de synthèse

Rapport élaboré en préparation de la conférence sur l'emploi des jeunes en Afrique du nord

Genève, septembre 2017



septembre 2017



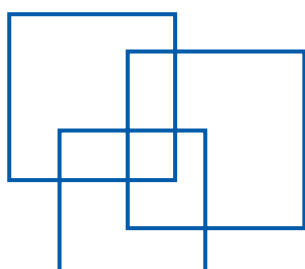
Organisation
Internationale
du Travail

Les jeunes et l'emploi en Afrique du nord: **rapport de synthèse**

Rapport Elaboré en Préparation de la Conférence sur
L'Emploi des Jeunes en Afrique du Nord, Genève, 27/26 septembre 2017

Par

Ghada Barsoum, Sarah Wahby et Aditya Sarkar



septembre 2017

Contents

1. Résumé	4
L'emploi des jeunes: un défi mondial	4
Méthodologie du rapport	5
Principales conclusions	6
2. Les Jeunes et l'emploi en Afrique du nord	7
La croissance économique	7
La démographie	10
L'Acquisition Educative	11
Participation économique et emploi	14
Productivité de la main d'œuvre	19
La perspective de genre	19
L'Emploi indépendant	22
Le Travail informel	23
Emploi rural	23
3. Gouvernance, institutions et droits	25
Règles et normes du travail	25
Les voix des jeunes	25
Inspection du travail	26
Le salaire minimum	26
Politiques actives du marché du travail	26
Conclusion	28
Références et sources de données	29

Liste des Tableaux

Tableau 1:	Le PIB par habitant (US\$ courant), 2010-2015	8
Tableau 2:	L'inflation, l'Indice des prix à la consommation, 2010-2015	8
Tableau 3:	La part des jeunes (15-24) dans la population totale (pourcent), par pays, 2005, 2010, 2015	10
Tableau 4:	Le ratio d'inscription brut (pourcentage, les deux sexes, P=primaire, S=secondaire, T=tertiaire)	12
Tableau 5:	Le chômage par niveau d'acquisition éducative (% de l'emploi total)	13
Tableau 6:	Le total du taux de chômage (toutes les personnes âgées de plus de 15 ans, pourcentage) 2010-2016	14
Tableau 7:	Le ratio emploi – population (pourcentage), 2010-2015	17
Tableau 8:	La part des jeunes ni éduqués, ni employés, ni stagiaires (NEET) (pourcentage), 2010-2015	18
Tableau 9:	La productivité de la main d'oeuvre en US Dollars (le PIB par personne employée), 2010-2015	19
Tableau 10:	L'inégalité entre les sexes dans la région	20
Tableau 11:	Les taux de participation de la main d'œuvre des jeunes femmes par région 1997 et 2016	21
Tableau 12:	L'Emploi indépendant comme pourcentage du total des taux d'emploi, 2010-2015	22
Tableau 13:	Participants Actifs à un Régime de Retraite dans les Pays de la Région	23
Tableau 14:	La population rurale (en pourcentage de la population totale), 2015-2016	23
Tableau 15:	L'emploi en Agriculture (pourcentage de l'emploi total), 2011-15	24

Liste des Graphiques

Graphique 1:	Le taux de chômage des jeunes (pourcentage), 2010-2015	7
Graphique 2:	Le ration de chômage jeunes – adultes, 2010-2015	9
Graphique 3:	L'écart entre les sexes dans les taux de chômage des jeunes (le taux des femmes moins celui des hommes, en points de pourcentage), 2010-2015	11
Graphique 4:	Ecarts entre les sexes dans les taux de participation de la main d'oeuvre (le taux des femmes moins celui des hommes, en points de pourcentage), 2010-2016	15
Graphique 5:	La croissance du PIB (% annuel) au prix du marché en fonction de prix du marché selon une monnaie locale constante. Les agrégats sont fondés sur le dollar US constant en 2010	16
Graphique 6:	Ecarts entre les sexes en ce qui concerne les taux de participation de la main d'œuvre des jeunes (le taux des hommes moins le taux des femmes, points de pourcentage), 2010-2016	22

1. Résumé

Ce rapport passe en revue la situation de l'emploi des jeunes en Afrique du Nord à destination des décideurs politiques, partenaires sociaux et autres parties prenantes. Les tendances et les caractéristiques régionales ont été considérées ainsi que les contextes-pays en Egypte, au Maroc, en Tunisie, en Algérie, en Mauritanie et au Soudan. Il a été préparé en vue de la conférence sur l'Emploi et les Jeunes en Afrique du Nord, qui sera organisée par l'OIT à Genève en septembre 2017.

Les événements socio-politiques en Afrique du Nord au tournant des années 2010 furent l'expression d'une jeunesse réclamant davantage de liberté, de justice et d'emplois. Mais l'instabilité qui a suivi, aggravée par le ralentissement de l'économie mondiale, a aggravé à court terme les difficultés dans le monde du travail, tout particulièrement pour les jeunes. Le chômage des jeunes est aujourd'hui cinq points au-dessus son niveau de 2011. Ces difficultés se traduisent également en une réduction des taux d'activité économique (les jeunes se retirent du marché du travail ou remettent leur entrée), ainsi que en conditions de travail précarisées et en un accroissement de l'informalité.

Les gouvernements à travers l'Afrique du Nord ont reconnu ce défi et ont recentré leurs agendas social et économique autour de la promotion de l'emploi. Un financement public accru a été mobilisé alors même que le contexte fiscal empirait, et des réformes socio-économiques importantes ont été adoptées. Bon nombre de ces mesures ont été prises pour répondre aux défis immédiats. L'occasion se propose désormais pour agir au-delà des mesures d'urgence, en faveur de réformes sociales et économiques pouvant permettre aux jeunes de prendre leurs destins en main et de devenir le moteur du développement de leurs nations.

L'emploi des jeunes: un défi mondial

L'Agenda 2030 pour le Développement Durable définit la nécessité d'intégrer les politiques des jeunes à des stratégies exhaustives de développement durable. L'objectif 8 des Objectifs du développement durable vise une 'croissance économique inclusive et durable et le travail décent pour tous', et fait référence en particulier à des politiques en faveur des jeunes. Le Pacte Mondial pour l'Emploi de l'Organisation internationale du travail (OIT) a été convenu par les décideurs mondiaux afin de mettre en œuvre une stratégie globale pour l'emploi des jeunes d'ici 2020.

L'emploi des jeunes reste un défi mondial. Les jeunes sont une ressource clé pour le présent, représentant plus de 18 pourcent de la population dans le monde et plus de 15 pourcent de la main d'œuvre dans le monde. Le défi n'est pas seulement celui de la quantité d'emplois mais aussi celui de leur qualité. Trop nombreux sont les jeunes travaillant très en dessous de leur potentiel, dans des emplois ne donnant pas accès à un salaire décent, à une pension pour leur vieux jours ou à un environnement professionnel sûr et sain.

L'OIT a depuis longtemps reconnu l'importance centrale de l'emploi des jeunes. En 2012, la Conférence internationale du travail a adopté la Résolution "La crise de l'emploi des jeunes: un Appel à l'Action" (OIT 2012a). L'Appel à l'action et le Plan de Suivi pour 2012-2019 y afférent prévoient une action concertée et coordonnée sur cinq volets: i) les politiques économiques et de l'emploi; (ii) l'employabilité; (iii) les politiques du marché du travail; (iv) l'entrepreneuriat; et (v) les droits des jeunes sur le lieu du travail. L'Appel à l'Action et le Plan de Suivi sont complétés par les stratégies de l'OIT pour la promotion du travail décent et la justice sociale, par la stratégie de résilience pour les pays fragiles et touchés par les sinistres, ainsi que par les initiatives comme 'Les Emplois Verts' et 'L'Avenir du Travail'. L'OIT a une longue expérience de coopération pour le développement à travers le monde. Depuis 2011, en Afrique du Nord, l'OIT a fourni plus de US\$ 50 millions en assistance au développement afin de soutenir les gouvernements et les partenaires sociaux en ce

qui concerne la promotion des opportunités du travail décent¹.

En octobre 2014, le Comité de haut niveau des Nations Unies pour les Programmes a choisi l'emploi des jeunes comme prototype pour une nouvelle initiative devant mobiliser l'ensemble des Nations Unies et des auteurs mondiaux. L'initiative Mondiale sur les Emplois Décents pour le Jeunes rassemble le système des Nations Unies aux fins d'appuyer les Etats Membres dans la réalisation de l'Agenda 2030 sur le Développement Durable.

Méthodologie du rapport

Ce rapport présente une analyse contextuelle de l'emploi des jeunes dans six pays d'Afrique du Nord, l'Egypte, le Maroc, la Tunisie, l'Algérie, la Mauritanie et le Soudan. Elle a été préparée en vue de la tenue de Conférence sur "L'Emploi des Jeunes en Afrique du Nord", qui sera organisée par l'OIT à Genève, les 26 et 27 septembre 2017.

Les objectifs de la Conférence YENA incluent:

- L'évaluation des accomplissements et du progrès réalisé pour le travail décent en Afrique du Nord (à travers la coopération Sud-Sud et l'assistance technique apportée par l'OIT) depuis 2011,
- L'examen du contexte de l'emploi des jeunes un peu plus de cinq ans après les soulèvements en 2011 (qui ont affecté certains pays de la région), y compris les défis et les opportunités actuels et potentiels,
- Déterminer les directions stratégiques pour la coopération et l'assistance technique en matière du développement aux fins de l'emploi des jeunes en Afrique du Nord,
- L'adoption d'une 'Feuille de Route pour l'Emploi des Jeunes' pour l'Afrique du Nord.

Les données nécessaires à la présente ont été recueillies sur la base d'un cadre d'indicateurs clés se basant sur les Indicateurs du Travail Décent de l'OIT (voir l'OIT 2013b). Le cadre des indicateurs a été adapté d'après les priorités identifiées dans l'Appel à l'Action² de l'OIT en 2012 et sur la base du guide de l'OIT sur l'analyse des informations concernant le marché du travail des jeunes, (voir l'OIT 2013c), et révisés en outre par l'équipe de recherche en fonction de la disponibilité des données. Les données recueillies à travers ce processus constituent la base de la présente.

Les données recueillies pour l'Afrique du Nord sont mises en perspective sur la base d'un rapprochement comparatif avec les données de l'ensemble des pays à revenu moyen, ou pays "émergents" selon la définition de l'OIT (L'OIT 2017a, p.33-34)³. Il convient également de signaler que la disponibilité et la qualité des données sont toujours une limitation majeure pour une étude de ce genre. Le processus de recherche a révélé de grands écarts et une forte variation à la fois en matière de la quantité et la qualité des données disponibles pour chaque pays étudié.

1 Le programme de l'OIT en Afrique du Nord depuis 2011 s'est concentré sur la promotion des opportunités d'emploi, la protection des plus vulnérables, l'autonomisation des personnes et des communautés par le biais du renforcement du dialogue social, et le renforcement de l'état de droit (y compris les normes internationales du travail).

2 Celles-ci ont été comme suit: les politiques économiques et de l'emploi, l'employabilité, les politiques du marché du travail, l'entrepreneuriat, et les droits des jeunes sur le lieu du travail (L'OIT 2012a).

3 Aux fins de cette recherche, la catégorie des 'Pays émergents' a été utilisée de façon interchangeable avec la catégorie des 'Pays à revenu moyen' telle que définie par la Banque Mondiale (voir les Pays au Revenu Moyen, les Données Ouvertes de la Banque Mondiale, <http://data.worldbank.org/income-level/middle-income>). Cette catégorie est en outre sous-divisée en 'pays au revenu moyen le plus élevé', et 'pays au revenu moyen le plus faible' (pour une liste complète, voir le Département des Affaires Economiques et Sociales du Secrétariat des Nations Unies (UN/DESA) 2014, p. 143). Parmi les six pays examinés dans la présente, l'Algérie et la Tunisie sont classées des pays au revenu moyen le plus élevé, alors que les autres sont classés des pays au revenu moyen le plus faible.

Principales conclusions

Les constats les plus significatifs à la formulation de politiques en faveur de l'emploi des jeunes en Afrique du Nord sont résumés ici.

L'Afrique du Nord continue à souffrir de niveaux de chômage très élevés et d'une trop faible participation économique de sa jeunesse. Bien qu'il y ait une reprise de la croissance ces deux dernières années, l'emploi ne suit pas. La faible intensité en emplois de la croissance en Afrique du Nord n'est pas un phénomène récent ; les politiques qui visent 'seulement' une croissance plus élevée ne sont pas susceptibles de favoriser un niveau de création d'emplois en ligne avec les pressions démographiques.

La qualité des emplois compte aussi bien que leur disponibilité. Le sous-emploi, l'informalité et l'emploi vulnérable sont la réalité pour une majorité croissante de la main d'œuvre jeune. Par ailleurs, de plus en plus nombreux sont ceux qui préfèrent rester en attente d'emploi dans le secteur public, prêts même à renoncer à des salaires plus élevés dans le privé dans l'espoir d'obtenir une meilleure sécurité de l'emploi, des conditions de travail et une couverture sociale.

Les jeunes sont plus touchés que les autres groupes d'âge par les déficits dans l'application des normes nationales et internationales du travail. Les jeunes sont plus vulnérables à des pratiques injustes, parfois inacceptables sur le marché du travail. La réalité du travail pour les jeunes est, encore plus que pour les autres groupes d'âge, intimement liée à la qualité des législations nationales et des inspections du travail, de la négociation collective et du dialogue social.

Le mauvais alignement entre l'éducation et la formation et les besoins des économies persiste en Afrique du Nord. La scolarisation a fait des progrès très significatifs en Afrique du Nord ces dernières décennies, y compris pour les femmes. Mais cette scolarisation ne s'est pas traduite pour la majorité de la jeunesse en de meilleures chances sur le marché du travail. Au contraire, les plus éduqués sont aujourd'hui ceux qui souffrent davantage du chômage, une réalité particulièrement cruelle pour les femmes - qui réussissent mieux que les hommes à l'école et à l'université, mais qui sont beaucoup plus souvent au chômage.

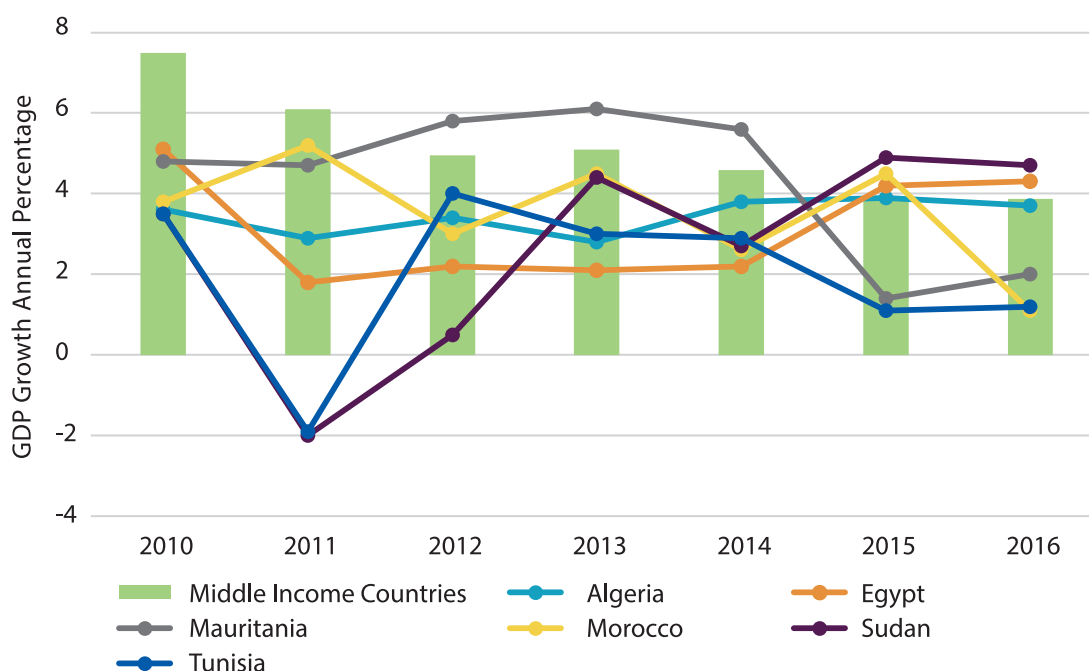
Les disparités significatives demeurent entre les zones urbaines et rurales. Les campagnes connaissent une segmentation du marché du travail sur la base du genre encore plus marquée que dans les villes. Le travail y est plus long, pénible et moins rétribué. Il demeure trop largement lié à une économie de subsistance ou à très faible productivité.

2. Les jeunes et l'emploi en Afrique du Nord

La croissance économique

La crise financière en 2008 et le ralentissement de la croissance globale, l'instabilité politique liée aux transitions dans certains pays, la chute des revenus touristiques, et la baisse des prix du pétrole ont profondément affecté les économies de la région (Graphique 1). Les pays qui ont connu une transition politique sont les plus touchés, par exemple en Tunisie, le taux de croissance du PIB a baissé de 3.5 pourcent en 2010 à -1.9 pourcent en 2011, alors qu'en Egypte, le taux de croissance du PIB a diminué de 5.1 pourcent en 2010 à 1.8 pourcent en 2011. Plus récemment, la chute de certaines denrées de base ont affecté les exportateurs de la région (l'Algérie, la Mauritanie). (l'OIT 2017a, p.16).

Graphique 1: La croissance du PIB (% annuel) au prix du marché en fonction de la monnaie locale constante. Les agrégats sont en fonction du dollar U.S. constant en 2010



Source: Données Ouvertes de la Banque Mondiale

Le Tableau 2 retrace le PIB par habitant dans les six pays étudiés, alors que le Tableau 3 retrace les niveaux d'inflation et de l'indice du prix à la consommation, prenant 2010 comme année de base. Dans le cadre des pays de l'étude, l'Algérie et la Tunisie sont plus proches de la référence du PIB par habitant pour les pays au revenu moyen en 2015 (US\$ 4800.1) ; l'Égypte et le Maroc sont les plus proches de la référence du PIB par habitant pour les pays au revenu faible (US\$ 2001.8) ; et le Soudan et la Mauritanie se situent au-dessous du seuil de référence pour les pays au revenu moyen le plus faible (les Données Ouvertes de la Banque Mondiale).

Tableau 1: Le PIB par habitant (US\$ courant), 2010-2015

Pays	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Algérie	4473.5	5447.4	5583.6	5491.6	5484.1	4206.0
Egypte	2668.0	2816.7	3226.1	3264.5	3365.7	3614.7
Mauritanie	1207.8	1402.7	1385.0	1457.8	1371.0	-
Maroc	2857.7	3066.5	2931.4	3141.7	3186.6	2878.2
Soudan	1421.5	1596.4	1806.5	1871.1	2087.7	2414.7
Tunisie	4176.6	4291.9	4179.5	4248.9	4328.9	3872.5

Source: Les Données Ouvertes de la Banque Mondiale

Tableau 2: L'Inflation, l'Indice des Prix à la Consommation, 2010-2015

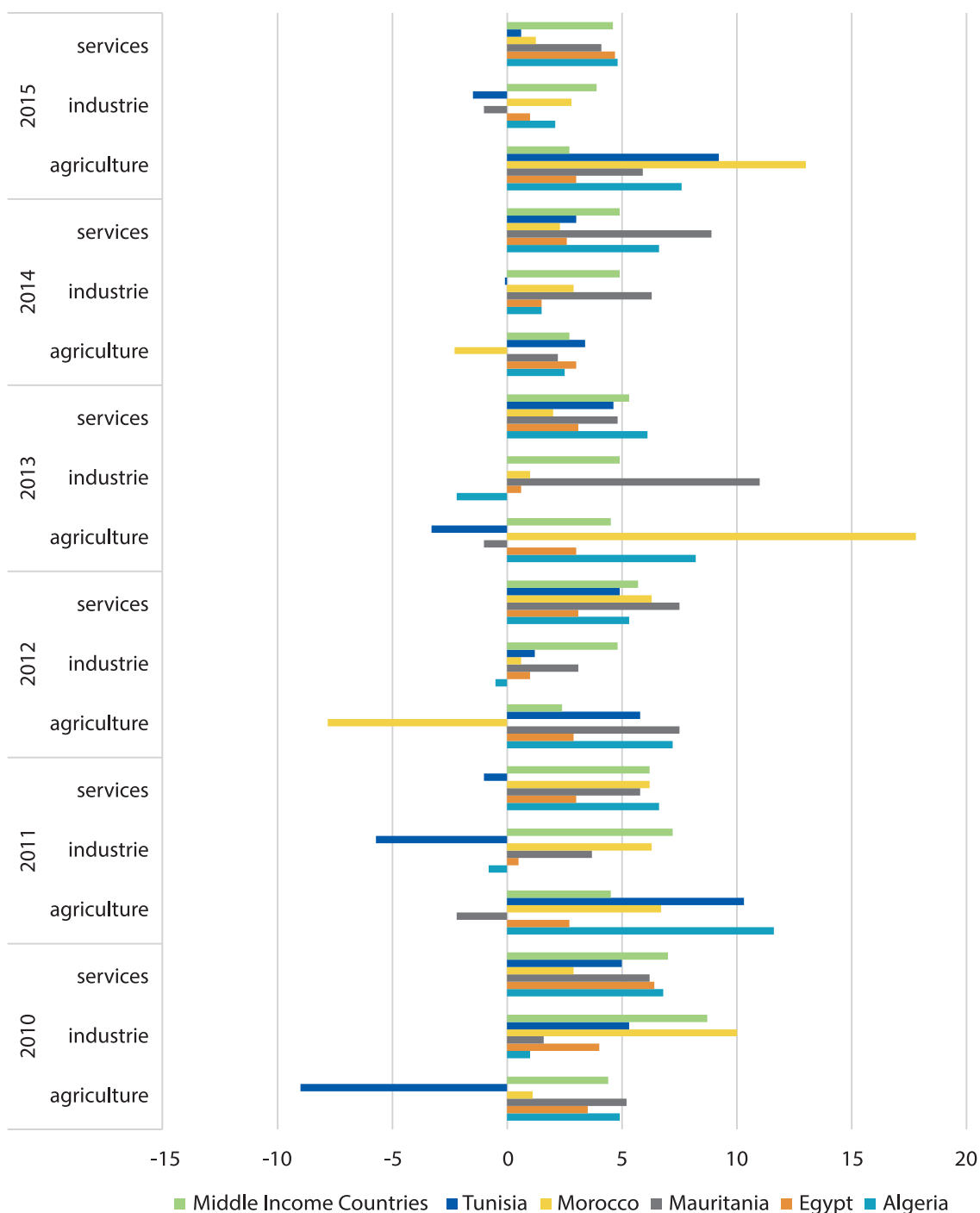
Pays	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Algérie	Année de base	104.5	113.8	117.5	120.9	126.7
Egypte	Année de base	110.1	117.9	129.0	142.1	156.8
Mauritanie	Année de base	105.6	110.9	115.4	119.5	120.1
Maroc	Année de base	100.9	102.2	104.1	104.6	106.2
Soudan	Année de base	122.1	167.8	218.0	298.5	349
Tunisie	Année de base	103.5	108.9	115.2	120.9	126.7

Source: Les Données Ouvertes de la Banque Mondiale

Certaines hausses du PIB par habitant peuvent être interprétées par des hausses de taux d'inflation, et ne reflètent pas donc une croissance véritable. Le tableau indique qu'à l'exception du Maroc, les pays de la région ont éprouvé une inflation de deux chiffres au cours de la période 2010-2015.

La croissance prend des formes très distinctes d'un point de vue sectoriel à travers la région (Graphique 2). La croissance de la production annuelle du secteur industriel dans tous les pays de la région, à l'exception de la Tunisie, était au-dessous de la moyenne pour les pays au revenu moyen en 2015. En revanche, la croissance de la production annuelle du secteur Agricole, qui emploie un grand nombre de personnes dans la région, était supérieure dans tous les pays de la région à la moyenne pour les pays au revenu moyen en 2015. Dans le secteur privé, les pays de la région ont connu une croissance moyenne. Comparée aux autres pays étudiés, la Mauritanie connaît une croissance très élevée dans les services.

Graphique 2: La croissance de la production annuelle en agriculture, industrie, et services (pourcentage), 2010-2015⁴



Source: Les Données Ouvertes de la Banque Mondiale ; Aucune donnée n'est disponible pour le Soudan.

⁴ Ce graphique mesure le taux de la croissance annuelle pour la valeur ajoutée par l'agriculture, les services et l'industrie en fonction de la monnaie locale constante. Les agrégats sont fondés sur le Dollar US constant en 2010. La croissance d'une économie est mesurée par la modification du volume de sa production ou des revenus actuels des résidents. Le Système des Nations Unies pour la Comptabilité Nationale en 2008 présente trois indicateurs plausibles pour le calcul de la croissance: le volume du produit national intérieur brut, le revenu intérieur brut, et le revenu national brut. Le volume du PIB est la somme de la valeur ajoutée, mesurée aux prix constants, par les ménages, le gouvernement, et les industries opérationnelles dans l'économie. Le PIB tient compte de toute la production intérieure, peu importe que le revenu revienne aux institutions nationales ou étrangères.

Une faible croissance économique et de faibles gains en productivité ont amené à une réduction de la pauvreté des travailleurs dans la région. Alors que, entre 1991-2012, les taux de la pauvreté des travailleurs jeunes ont été presque réduits de moitié, il y a eu une très faible réduction de ce taux depuis 2012. Un jeune travailleur sur quatre est pauvre. (L'OIT 2017a, p.42 ; L'OIT 2016, p. 8).

De manière plus générale, les données concernant l'incidence de la pauvreté varient à travers la région, étant donné les différents niveaux de PIB par habitant. Le Rapport de 2016 sur le Développement Humain indique qu'au Maroc, 15.6 pourcent de la population (5,090 mille personnes) sont des pauvres multidimensionnels alors que 12.6 pourcent sont à proximité de la pauvreté multidimensionnelle (4,115 mille personnes)⁵. Au Soudan, 46.5 pourcent de la population sont estimés au-dessous de la ligne de la pauvreté nationale. Les sources des données ne sont pas unifiées à travers la région et certains fossés d'informations existent, ce qui limite la comparabilité.

La Démographie

Les populations des jeunes dans les nations choisies constituent entre 16 pourcent et 20 pourcent de leurs populations totales. La croissance rapide des populations au cours de la dernière décennie signifie que la part des jeunes a diminué dans 5 des 6 pays de l'enquête, entre 2005 et 2015. Le groupe d'âge 15-24 ans a diminué de presque 7 points de pourcentage en Algérie, 4 points de pourcentage en Egypte, 3 points de pourcentage au Maroc, et de 2 points de pourcentage en Egypte.

Tableau 3: La part des jeunes (15-24) de la population totale (pourcent), par pays, 2005, 2010, 2015

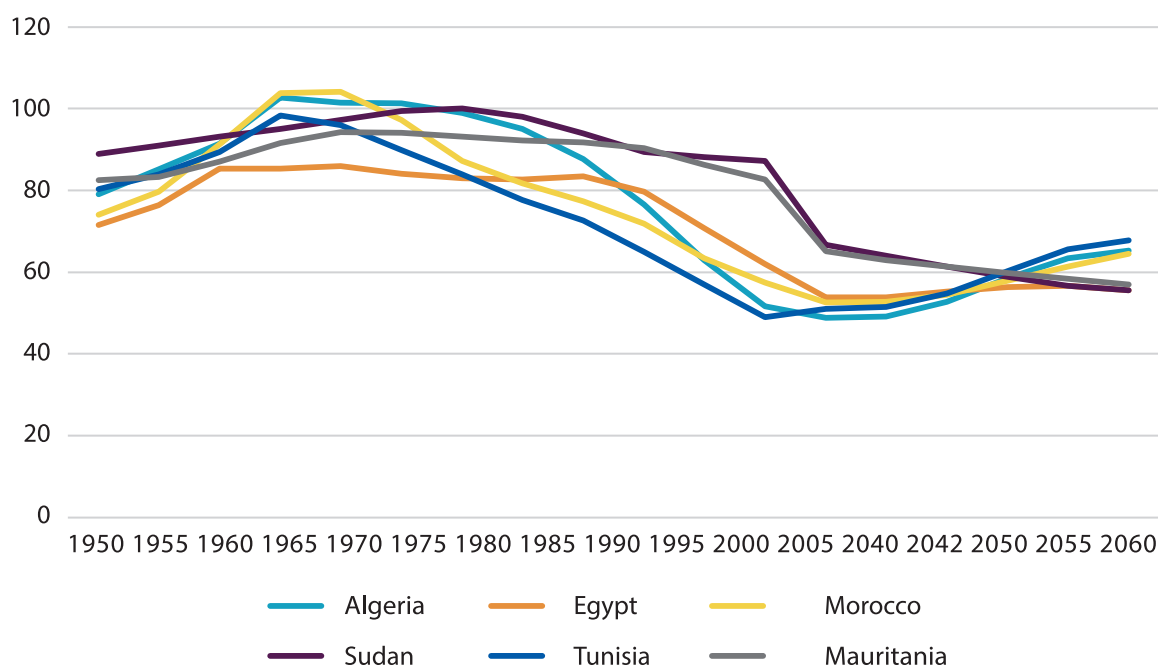
	2005	2010	2015
Algérie	23.0	20.7	16.6
Egypte	21.6	20.3	17.4
Mauritanie	20.0	19.7	19.4
Maroc	20.3	19.2	17.4
Soudan	19.4	19.3	20.1
Tunisie	20.7	18.7	15.5

Source: Département des Affaires Economiques et Sociales des Nations Unies, 2017

Le total des ratios de dépendance, défini comme étant la part du nombre de dépendants, âgés de 0-14 et plus de l'âge de 65 (65+), de la population totale âgée de 15-64 est présenté dans la figure 3 pour les pays de l'échantillon. A partir de la figure, il est évident que certains pays se situent à un point démographique tournant. Les ratios de dépendance depuis les années 1970 ont créé un dividende démographique pour ces nations nord africaines. Caractérisée par une main d'œuvre croissante, des économies croissantes et une croissance économique rapide, cette opportunité arrive maintenant à sa fin pour l'Egypte, étant donné que leurs ratios de dépendance commencent à s'élever. Ainsi, il sera nécessaire de présenter à la jeunesse actuelle les opportunités d'emploi convenables pour soutenir la population plus âgée dans la deuxième moitié du 21^{ème} siècle.

5 En fonction des données de l'Indice de la Pauvreté Multidimensionnelle, qui identifie le recoupement des privations éprouvées par les ménages dans les trois dimensions de l'éducation, la santé et les niveaux de vie, et emploie une note de privation de 33.3% pour distinguer les pauvres des non pauvres. L'effectif de la pauvreté multidimensionnelle est généralement plus élevé que la pauvreté de revenu.

Graphique 3: Le ratio total de dépendance (ratio des populations âgées de 0-14 et 65+ par 100 populations 15-64)



Source: Les Nations Unies, les Perspectives de la Population dans le Monde, Révision de 2017

L'acquisition éducative

L'élévation du niveau d'éducation et l'accroissement de l'éducation tertiaire réduisent, dans l'ensemble des pays à revenu moyen, les taux de participation économique des jeunes - qui entrent plus tard sur le marché du travail. Des progrès significatifs ont été atteints dans la région quant à la scolarisation à tous les niveaux éducatifs, y compris chez les femmes (voir le Tableau 11). Pour les jeunes hommes, et à fortiori pour les jeunes femmes, cette hausse des niveaux d'éducation ne s'est pas accompagnée à proportion d'une amélioration de leurs opportunités sur le marché du travail (Shalaby 2014, p.1). Alors que les taux d'inscription des femmes dans l'éducation tertiaire dépassent désormais ceux des hommes, la situation des femmes sur le marché du travail s'est globalement dégradée. (L'OIT 2015a, p. 19).

Tableau 4: Le ratio d'inscription brut⁶ (pourcentage, pour les deux sexes)

	2005			2010			2015 (ou la dernière année disponible)		
	Primaire	Secondaire	Tertiaire	Primaire	Secondaire	Tertiaire	Primaire	Secondaire	Tertiaire
Algérie	107.75	78.78	20.76	115.46	97.17	29.84	116.15	99.86 (2011)	36.92
Egypte	100.3	--	29.72	107.11	71.5	30.9	103.93 (2014)	86.1 (2014)	36.23
Mauritanie	90.75	22.25	2.93	96.3	20.33	4.43	102.45	30.6	5.47 (2013)
Maroc	105.03	49.84	11.72	112.28	62.69	14.41	114.7	69.06 (2012)	28.14
Soudan	61.98	37.53	11.73	69.9	41.18	14.99	70.4 (2013)	42.7 (2014)	16.32 (2014)
Tunisie	111.75	84.8	31.83	107.23	90.43	35.17	114.17	88.2	34.6

Source: Les Données Ouvertes de la Banque Mondiale (extraites de l'Institut des Statistiques de l'UNESCO).

La population des jeunes issus de l'enseignement supérieur est celle qui compte les plus forts taux de chômage, à travers la région (Subrahmanyam et Castel 2014, p. 3). Un paradoxe cruel se fait jour: plus on est éduqué, plus on est au chômage. En Egypte (2015), les taux de chômage pour les jeunes issus du primaire s'élève à 14.9 pourcent, pour ceux issus du secondaire à 37.5 pourcent, et pour les jeunes issus du tertiaire de 56.7 pourcent (ILOSTAT). L'Algérie et le Maroc sont l'exception dans la région, avec un taux de chômage plus élevé chez les moins scolarisés.

6 Le ratio d'inscription brut est le ratio de l'inscription totale, sans tenir compte de l'âge, par rapport à la population du groupe d'âge qui correspond officiellement au niveau éducatif indiqué. Ceci peut dépasser les 100% en raison de l'inclusion des étudiants qui dépassent l'âge ou les mineurs à cause de l'entrée précoce ou tardive à l'école et le redoublement. Les ratios d'inscription bruts indiquent la capacité de chaque niveau du système éducatif, mais un ratio élevé peut refléter un nombre important des enfants qui dépassent l'âge et qui sont inscrits à chaque classe en raison du redoublement ou l'entrée tardive plutôt qu'un système éducatif efficace.

Tableau 5: Le chômage par niveau d'acquisition éducative (% du chômage total)

Pays	Niveau Educatif	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Algérie	Education primaire	..	55.7	..	..	..	..
	Education secondaire	..	18.5	..	..	..	..
	Education tertiaire	..	23.1	..	..	..	..
Egypte	Education primaire	3.5	7.5	8.7	4.1	..	..
	Education secondaire	53.2	50	51.9	47.1	..	..
	Education tertiaire	39.7	32.1	33.2	31.1	..	..
Maroc	Education primaire	51.1	49.2	50.1	..	..	..
	Education secondaire	21.7	24	23.3	..	..	..
	Education tertiaire	17.5	18.3	18.5	..	..	..
Soudan	Education primaire		21.5				
	Education secondaire		21.6				
	Education tertiaire		38.8				
Tunisie	Education primaire	24.1	22.4	..	..	..	..
	Education secondaire	39.4	42.5	..	..	..	..
	Education tertiaire	32	30.9	..	..	..	..

Source: Les Statistiques du Travail de l'OIT ; Aucune donnée n'est disponible pour la Mauritanie.

Plusieurs facteurs entrent en jeu dans ce phénomène. Les jeunes issus du tertiaire ont des attentes plus élevées et spécifiques, et disposent également plus fréquemment du soutien économique (comme la famille) leur permettant de prolonger leur recherche d'emploi. Mais des taux de chômage aussi élevés traduisent également une forte dissociation entre compétences et emplois. Il semble que l'Afrique du Nord souffre d'un excédent de personnes issues de l'enseignement supérieur dans l'état actuel des économies nord africaines. Une discordance existe également entre compétences et connaissances acquises au niveau supérieur et les besoins au niveau supérieur des marchés du travail. La tendance à la réduction du secteur public est un fait majeur qui ne semble pas avoir été intégré dans les choix éducatif de la jeunesse nord-africaine. En effet, dans une étude qui englobe certains pays de la région MENA, Dimova, Elder et Stephan (2016) ont déduit, par exemple, que la majorité des personnes au chômage ont des attentes irréalistes d'obtenir un emploi dans le secteur public. De même, Barsoum (2016) documente l'intérêt aux emplois du secteur public parmi les diplômés égyptiens. Elder et Kring (2016) considèrent également que les taux de chômage élevés parmi les jeunes femmes ayant atteint une éducation tertiaire peuvent être influencés par le nombre limité des professions 'acceptables' pour les femmes de la région, comme les emplois de l'administration publique, l'enseignement et le travail dans le secteur des soins de la santé.

Participation économique et emploi

Le chômage dans les pays de l'Afrique du Nord demeure constamment élevé, et il est prévu de tourner autour de 12 pourcent en 2017, ayant marginalement baissé de 12.1 pourcent en 2016 (L'OIT 2017a, p.17)⁷. Les gains réalisés par la réduction du chômage d'un maximum de presque 15 pourcent à environ 10.3 pourcent entre 2000-2010 ont été ainsi partiellement inversés (ibid). Le Tableau 5 définit le total des taux de chômage pour les différents pays de l'étude (pour toutes les personnes de la main d'œuvre âgées de plus de 15 ans), et explique que les taux de chômage dans les pays qui ont éprouvé une transition politique ont été significatifs (et négativement) touchés par le tumulte politique. En Tunisie et en Egypte, par exemple, le taux de chômage total a considérablement augmenté entre 2010 et 2011 (ILOSTAT). En revanche, le total des taux de chômage dans les pays avoisinants, le Maroc et l'Algérie, a en effet baissé au cours de la même période. Plus récemment, les taux de chômage ont légèrement augmenté en Algérie et au Maroc (en réflexion en partie des faibles prix internationaux des produits de base), mais ont baissé en Egypte et en Tunisie (ILOSTAT). A travers toute la région, cependant, le chômage demeure considérablement plus élevé que la moyenne du taux de chômage dans les pays au revenu moyen (qui a varié entre 5-6.2 pourcent en 2014-16) (ILOSTAT).

Tableau 6: Le total du taux de chômage (toutes les personnes âgées de plus de 15 ans, pourcentage)⁸ 2010-2016

Pays	Indicateur du Marché du Travail	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Algérie	Taux de chômage	10.0	8.4	9.6	8.3	10.6	-	10.2
	Taux de chômage des femmes	19.1	17.2	17.0	16.3	17.1	-	18.3
	Taux de chômage des hommes	8.1	10.0	11.0	9.8	9.2	-	8.2
Egypte	Taux de chômage	9	12	12.7	13.2	13.2	12.9	-
	Taux de chômage des femmes	22.6	22.7	24.1	24.2	24.7	24.2	-
	Taux de chômage des hommes	4.9	8.9	9.3	9.9	9.7	9.4	-
Mauritanie	Taux de chômage	-	-	10.1	-	-	-	-
	Taux de chômage des femmes	-	-	12.6	-	-	-	-
	Taux de chômage des hommes	-	-	8.6	-	-	-	-
Maroc	Taux de chômage	9.1	8.9	9	9.2	9.7	9.7	9.4
	Taux de chômage des femmes	9.6	10.2	9.9	9.6	10.3	-	10.9
	Taux de chômage des hommes	8.9	8.4	8.7	9.1	9.5	-	8.9
Soudan	Taux de chômage	17.8	18.8	-	-	-	-	-
	Taux de chômage des femmes	-	32.1	-	-	-	-	-
	Taux de chômage des hommes	-	13.3	-	-	-	-	-
Tunisie	Taux de chômage	13.1	18.3	17.6	15.9	-	15.2	15.5
	Taux de chômage des femmes	18.9	27.4	25.6	23	-	22.2	23.1
	Taux de chômage des hommes	10.9	15	14.6	13.3	-	12.5	12.5

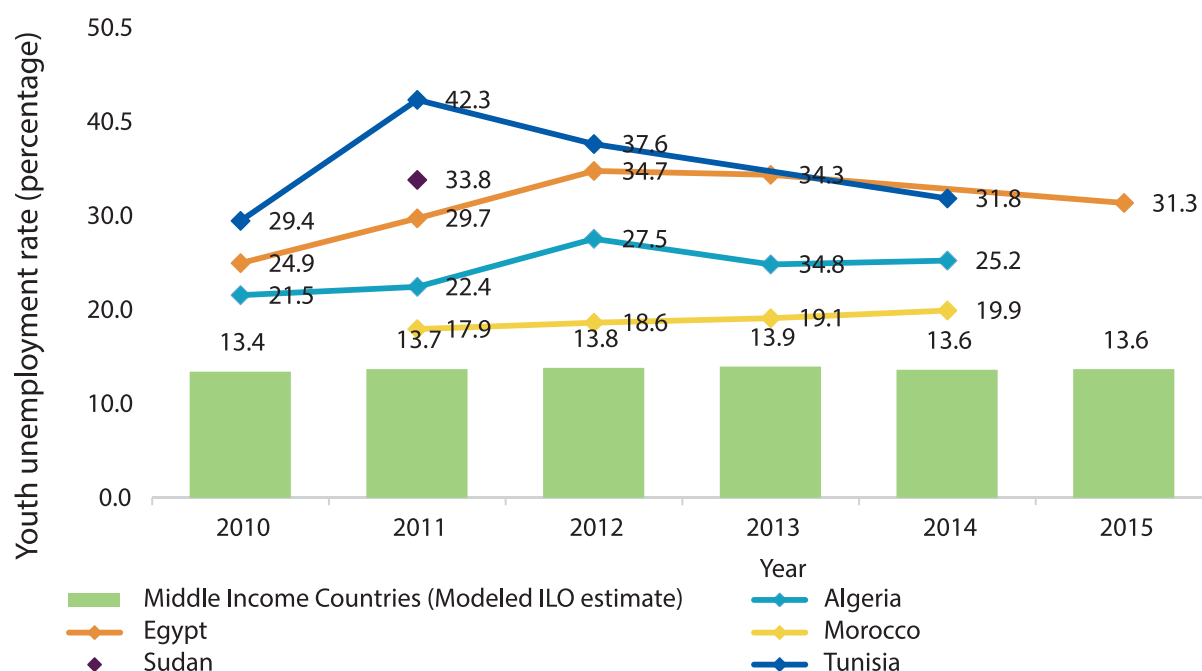
Source: ILO Labour Statistics

7 L'OIT considère ce qui suit comme des pays 'nord africains': l'Algérie, l'Egypte, la Libye, le Maroc, le Soudan, la Tunisie et le Sahara Occidental. Le rapport examine un ensemble de pays légèrement différent – La Libye et le Sahara Occidental sont écartés du ressort de la présente, alors que la Mauritanie y est incorporée.

8 Le taux de chômage indique le nombre des personnes au chômage comme un pourcentage de la main d'œuvre pertinente, dans ce cas pour toutes les personnes âgées de 15 ans et plus. Le total du taux de chômage représente les personnes qui sont au chômage comme pourcentage de la main d'œuvre totale, et les taux de chômage des hommes et des femmes représentent le nombre de chômeurs, hommes et femmes, comme pourcentage de la main d'œuvre, hommes et femmes, respectivement.

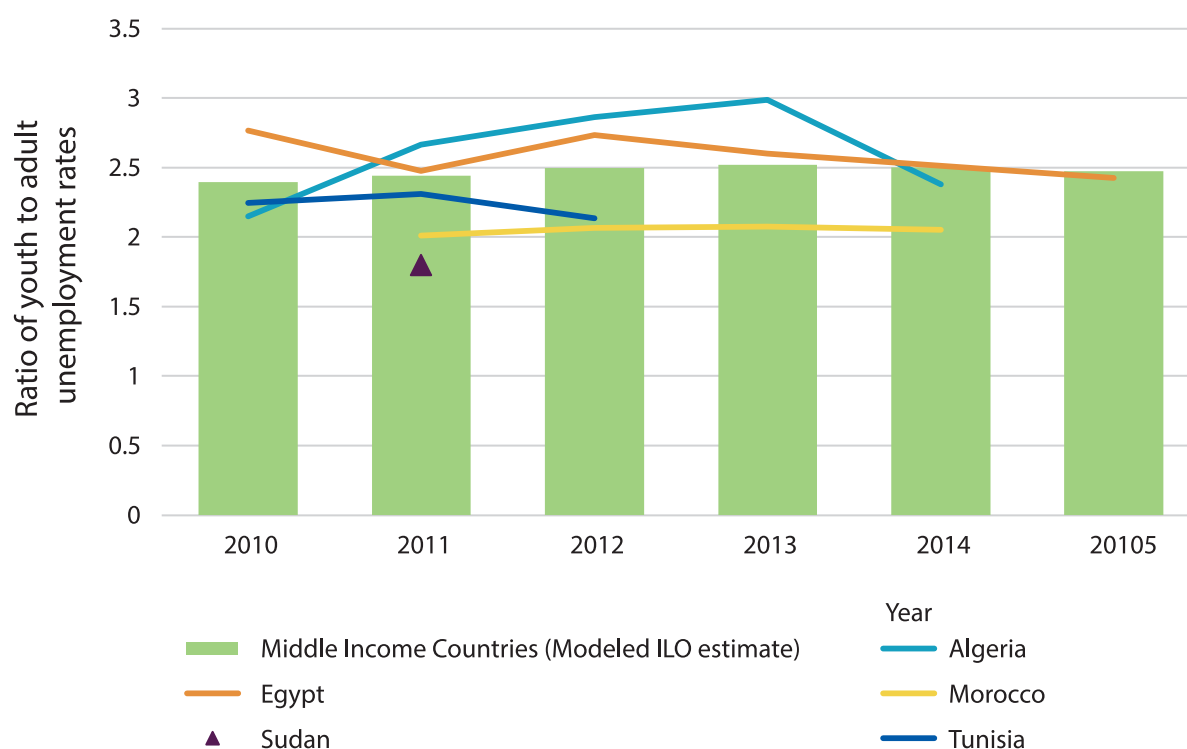
Les jeunes et les femmes ont été particulièrement touchés par ces conditions difficiles du marché du travail, et leur fournir des emplois décents est susceptible d'être un défi majeur à moyen terme pour les pays de l'étude. En 2016, le chômage parmi les jeunes de la région s'élevait à 29.3 pourcent, le deuxième plus élevé à travers toutes les régions (OIT 2016a, p.5). Ce qui a été tout particulièrement affecté par l'agitation politique en Afrique du Nord pendant et après 2011. Tel que montre la Graphique 4, par exemple, le taux de chômage des jeunes a considérablement augmenté en Tunisie entre 2010 et 2011, en passant de 29.4 pourcent à 42.3 pourcent, et en Egypte, en passant de 24.9 pourcent en 2010 à 29.7 pourcent en 2011. Plus récemment, il y a eu une légère amélioration des figures régionales attribuables aux améliorations en Tunisie et en Algérie, où, en dépit de telles améliorations, le chômage des jeunes demeure obstinément élevé. Par contre, le taux de chômage des jeunes dans les pays à revenu moyen a légèrement augmenté de 13.6 pourcent en 2014 à 13.8 pourcent en 2016. La Figure 5 indique le ratio des taux de chômage des jeunes à celui des adultes dans les pays de l'étude (pour les années pour lesquelles nous possédons les deux ensembles de données).

Graphique 4: Le taux de chômage des jeunes (pourcentage), 2010-2015



Source: ILOSTAT. Aucune donnée n'a été disponible pour la Mauritanie en ce qui concerne ces années.

Graphique 5: Ratio des taux de chômage des jeunes à celui des adultes, 2010-2015



Source: ILOSTAT, les Données Ouvertes de la Banque Mondiale

Ces disparités acquièrent une importance supplémentaire lorsque les tendances démographiques régionales sont examinées. La plupart des pays de la région sont caractérisés par une main d'œuvre croissante et une grande part de jeunes dans la population totale (le Tableau 6). Il sera nécessaire de fournir aux jeunes des opportunités d'emploi appropriées pour soutenir ce qui est susceptible d'être des populations d'ordre supérieur plus tard au cours du siècle courant. Ne pas faire ce qui précède pourrait avoir des implications majeures en ce qui concerne la cohésion sociale dans les pays de la région, et pourrait intensifier les pressions sur les jeunes à émigrer à la recherche d'opportunités économiques.

Le ratio mondial de l'emploi à la population qui mesure la part de la population en âge de travailler qui est employée, a connu une baisse constante au niveau mondial pour des raisons différentes qui vont au-delà des réactions aux cycles des affaires (l'OIT 2015a, p.13). Ceci est vrai, en moyenne, pour les pays de l'étude également, et à travers la région (L'OIT 2015a, p.10). Toutefois, il convient de noter que le ratio emploi - population des jeunes dans tous les pays de l'étude (à la mesure où nous possédons des données) est inférieur à la moyenne du ratio emploi - population des jeunes pour les pays au revenu moyen ; le faible total du ratio emploi - population à travers la région est une réflexion claire du ratio emploi - population extrêmement faible pour les jeunes femmes (ibid). En effet, à travers la région, moins de 'un' sur quatre jeunes travaillent. L'une des raisons de la faible moyenne du ratio emploi - population en Afrique du Nord augmente évidemment l'inscription éducative (tel que discuté ci-après).

Tableau 7: Le ratio emploi - population (pourcentage), 2010-2015

Pays	Ratio emploi – population, âge 15-24, estimation nationale des femmes (%)	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Algérie	Ratio emploi – population, âge 15-24, estimation nationale des hommes (%)	5.60	5.70	..	..	5.00	..
	Taux de participation de la main d'œuvre, femmes (%)	37.80	33.70	..	..	33.30	..
Egypte	Taux de participation de la main d'œuvre, hommes (%)	..	..	..	8.6	..	..
	Ratio emploi – population, âge 15-24, estimation nationale des femmes (%)	..	..	..	34.4	..	..
Mauritanie	Ratio emploi – population, âge 15-24, estimation nationale des hommes (%)			28.8			
	Ratio emploi – population, âge 15-24, estimation nationale des femmes (%)			63.9			
Maroc	Ratio emploi – population, âge 15-24, estimation nationale des hommes (%)	15.9	15.2	14	13.9	..	..
	Ratio emploi – population, âge 15-24, estimation nationale des femmes (%)	43.5	42	40.2	37.8	..	..
Soudan	Ratio emploi – population, âge 15-24, estimation nationale des hommes (%)		11.4				
	Ratio emploi – population, âge 15-24, estimation nationale des femmes (%)		28.9				
Tunisie	Ratio emploi – population, âge 15-24, estimation nationale des hommes (%)	..	..	13.30	..	..	..
	Taux de participation de la main d'œuvre, femmes (%)	..	..	30.30	..	..	..

Source: ILOSTAT

Les jeunes en Afrique du Nord peuvent toutefois être inactifs pour des raisons autres que la poursuite des études. La disparité entre les sexes, le découragement de la main d'œuvre⁹ et la saisonnalité du travail sont d'autres raisons clés. Le taux NEET (ni étudiant, ni employé, ni stagiaire), lequel mesure la part de la

9 Les jeunes découragés sont ceux qui ont renoncé à la recherche d'emplois en raison d'un désespoir du marché du travail. En termes de statistique, les jeunes découragés sont sans emploi et disponibles pour travailler mais n'ont pas cherché de travail pour l'une des raisons suivantes: ne pas savoir comment ni où trouver du travail ; une incapacité de trouver du travail qui correspond à leurs compétences ; les recherches d'emploi précédentes n'ont pas abouti ; avoir l'impression d'être trop jeune pour trouver un travail ; et l'impression qu'il n'existe pas d'emplois disponibles dans la région (Voir Elder 2015).

population des jeunes qui ne sont ni employés, ni étudiants, ni stagiaires, cherche à appeler l'attention à la part des jeunes inactifs qui sont inactifs pour des raisons autres que l'éducation, et aussi aux jeunes qui n'ont pas d'emploi et cherchent du travail, c'est-à-dire les chômeurs¹⁰. Le Tableau 7 ci-après indique les taux NEET dans les pays de l'étude (le cas échéant).

Tableau 8: La part des jeunes ni étudiants, ni employés, ni stagiaires (NEET) (pourcentage), 2010-2015

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Algérie	24.5	26	22.7	21.5	22.8	21.2
Egypte		32.1	31.6	27.9		26.9
Maroc						28.84
Soudan		62.7				
Tunisie				25.4		

Source: ILOSTAT ; les Données Ouvertes de la Banque Mondiale. Aucune donnée n'est disponible pour la Mauritanie. En ce qui concerne le calcul du taux NEET pour le Maroc, voir la Banque Mondiale 2015, p. 7.

Tous les pays indiqués dans le Tableau 7, à l'exception de l'Algérie, indiquent un taux NEET plus élevé que la référence pour les pays à revenu moyen - à savoir 23 pourcent. A cet égard aussi, le taux NEET des femmes est bien au-dessus de celui des jeunes hommes. En ce qui concerne 2015, la dernière année pour laquelle nous disposons de données, les taux des jeunes gens et jeunes femmes NEET en Algérie étaient 10.8 pourcent et de 32.1 pourcent, en Egypte de 18.9 pourcent et 35.2 pourcent¹¹. En comparaison, dans les pays à revenu moyen, le taux des jeunes gens NEET en 2015 était environ 16.1 pourcent, et le taux des jeunes femmes NEET était environ 30 pourcent (données prélevées de ILOSTAT ; les calculs de l'auteur sont basés sur les données de 44 pays).

Ces taux NEET sont tout particulièrement inquiétants parce que l'inactivité à un stade précoce dans la vie a un impact négatif sur l'employabilité à long terme (L'OIT 2016c, p.30).

Avant d'avancer, il convient de noter que les comparaisons du taux de chômage entre les pays peuvent produire des informations trompeuses, ou du moins incomplètes, concernant la santé de l'économie et les opportunités du marché du travail y afférentes qui sont ouvertes aux jeunes. En Afrique du Nord, il ne s'agit pas simplement des taux de chômage élevés des jeunes dans la région; la qualité des emplois disponibles pour les jeunes est faible. Ceci peut être observé par l'examen de deux indicateurs. Tout d'abord, tel que mis au point dans la section suivante, il y a eu une maigre réduction du taux de la pauvreté des travailleurs parmi les jeunes depuis 2012 ; ce qui suggère la prévalence de (a) faible revenu ou des travailleurs indépendants au faible revenu lié à l'emploi, et (b) la prévalence du sous-emploi lié au temps (L'OIT 2013b). Par ailleurs, les données concernant l'informalité de l'emploi, plus amplement discuté ci-après, indiquent que même ces jeunes qui ont des emplois rémunérés sont particulièrement vulnérables au travail précaire.

10 L'indicateur regroupe deux catégories distinctes: les chômeurs et les non étudiants inactifs ; ces deux résultent de déterminants distincts et réagissent à des réactions de politique différentes (Elder, 2015). Il convient également de noter que bien que la définition des jeunes soit normalement acceptée comme étant une personne âgée entre 15-24, pour plusieurs NEET et d'autres enquêtes de l'école au travail, la limite supérieure s'étend à 29. Ce qui reconnaît le fait que certains jeunes continuent leurs études au-delà de l'âge de 24 ans.

11 Notez que les enquêtes de transition de l'école au travail de l'OIT ont calculé le taux de NEET pour l'Égypte comme 33,9 pour cent (taux de NEET jeunesse masculine: 14,8 pour cent, taux de NEET des jeunes femmes: 54,5 pour cent) sur la base des enquêtes menées en 2012 et 2014. Pour la Tunisie en 2013, le taux de NEET calculé était de 32,2 pour cent (taux de NEET jeunesse masculine: 22,5 pour cent, taux de NEET pour jeunes femmes: 42,3 pour cent) (voir Dimova, Elder et Stephan 2016, page 25).

Productivité de la main d'œuvre

De manière générale, les pays de la région sont caractérisés par une faible croissance de la productivité (Dimova, Elder et Stephan 2016, p. 11). La productivité de la main d'œuvre en Algérie et en Tunisie est plus élevée que la productivité de la main d'œuvre moyenne des pays au revenu moyen supérieurs, qui s'élevait à US\$9,750.057 en 2015. D'autres pays avaient une productivité de la main d'œuvre plus élevée que la moyenne des pays au revenu moyen inférieurs, qui s'élevait à US\$3,433.31 en 2015.

Tableau 9: La productivité de la main d'œuvre en US dollars (PIB par personne employée), 2010-2015

Pays	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Algérie	11665	11770	12042	11753	12127	12444
Egypte	4848	5041	5081	5098	5119	5196
Mauritanie	3144	3192	3259	3349	3464	3442
Maroc	7244	7455	7658	7941	8058	8255
Soudan	4295	4101	3903	3919	3929	4015
Tunisie	12177	12440	12487	12475	12691	12561

Source: Les Statistiques du Travail de l'OIT¹²

Une certaine évidence empirique suggère qu'un accent sur les secteurs de plus faible productivité, et surtout sur le développement du secteur agricole, peut être une stratégie efficace consacrée aux secteurs pour la promotion de l'emploi des jeunes, tout particulièrement dans les pays au revenu moyen. Cependant, un tel accent prend le risque d'encourager la croissance de l'emploi à faible salaire, de faible qualité, et la concentration des jeunes dans des emplois de faible productivité à travers la région demeure un défi significatif en ce qui concerne l'objectif d'amélioration de la qualité de l'emploi (O'Higgins 2017, p.29).

La perspective de genre

L'indice d'inégalité entre les sexes¹³ en ce qui concerne les pays de la région reflète quelques obstacles économiques à l'emploi rémunérateur. Il reflète aussi quelques tendances socioculturelles inquiétantes dans les pays au revenu inférieur de la région, comme le mariage précoce et la natalité chez les adolescentes. Ces facteurs limitent davantage la participation des femmes au marché du travail.

12 En fonction de la Production par travailleur (US \$ constant pour le PIB 2005) – Les estimations modélisées de l'OIT, nov. 2016

13 L'indice de l'inégalité entre les sexes est un indice composite qui mesure la perte des accomplissements en trois dimensions du développement humain — la santé génésique, l'autonomisation et le marché du travail, en raison de l'inégalité entre les sexes.

Tableau 10: L'inégalité entre les sexes dans la région

Classement de l'Indice du Développement Humain ¹⁴ 2015	Pays	Indice d'inégalité entre les sexes 2015		Mortalité maternelle (morts par 100,000 naissance vivantes)	Naissances par 1,000 femmes âgées 15-19)	Part des femmes qui occupent des sièges parlementaires	Pourcentage des Femmes qui ont un Enseignement Secondaire	Pourcentage des hommes qui ont un Enseignement Secondaire
		Valeur	Classement					
83	Algérie	0.429	94	140	10.6	25.7	34.1	35.7
111	Egypte	0.565	135	33	51.9	2.2	54.5	68.2
157	Mauritanie	0.626	147	602	78.6	22.2	11.1	23.5
123	Maroc	0.494	113	121	31.7	15.7	25.7	33.2
165	Soudan	0.575	140	311	74	31	13.7	18.8
97	Tunisie	0.289	58	62	6.8	31.3	37.5	49.9

Source: UNDP, Gender Inequality Index, 2016

Le tableau ci-dessus montre que les scores et le classement de l'indice des inégalités du genre varient de manière significative parmi les pays de la région. La valeur de l'indice des inégalités du genre de la Tunisie et l'Algérie le positionne aux côtés des pays jugés comme ayant un développement humain élevé, tandis que l'Egypte et le Maroc sont classés comme pays qui ont un développement humain moyen. La Mauritanie et le Soudan, néanmoins, se situent parmi les pays ayant un faible développement humain.

D'après la Figure 6, il existe une grande disparité entre les taux de chômage des jeunes femmes et jeunes gens dans la région. En moyenne, la région de l'Afrique du Nord enregistre le deuxième écart le plus élevé entre les sexes en matière du chômage dans le monde, précédée par les Etats Arabes (L'OIT 2017a, p. 17). En 2017, le taux de chômage des femmes (non seulement les jeunes femmes) était prévu à presque 20 pourcent, ou à peu près le double du taux de chômage des hommes (L'OIT 2017a, p. 17). Quant aux années les plus récentes, pour lesquelles nous ne possédons pas de données, les taux de chômage des femmes ont été presque le double des taux de chômage des hommes en Algérie, en Egypte et en Tunisie. Le Maroc est une exception clé en raison de taux de chômage pour les femmes et les hommes assez comparables (un taux de chômage des femmes de 10.9 pourcent versus un taux de chômage des hommes de 8.9 pourcent en 2016), bien que le taux de chômage des femmes soit légèrement en hausse dans les années récentes. Le Soudan et la Mauritanie ne reflètent pas aussi le même modèle de taux de chômage des femmes exceptionnellement plus élevés ; cependant, nous n'avons pas de données à jour en ce qui concerne aucun d'entre eux. Comparés aux autres pays au revenu moyen, les pays au cours d'examen indiquent un chômage constamment élevé des femmes. Entre 2014 et 2016, les taux de chômage des femmes aussi bien dans les pays au revenu moyen supérieurs qu'inférieurs tournaient autour de 6 pourcent (ILOSTAT). Les taux de chômage les plus élevés dans la région sont pourtant ceux des jeunes femmes, qui portent les 'doubles effets négatifs' de genre et d'âge (Elder et Kring, 2016).

La plus large disparité de genre en ce qui concerne les taux de chômage ne reflètent que partiellement les défis du marché du travail rencontrés par les femmes. Le taux de participation de la main d'œuvre¹⁵ pour les jeunes femmes demeure à 16.6 pourcent en Afrique du Nord. En revanche, il était environ 37.8 pourcent dans les pays au revenu moyen inférieurs et 56.2 pourcent dans les pays au revenu moyen supérieurs

14 Indice de développement humain

15 Mesure la main d'œuvre en tant qu'une proportion de la population à l'âge de travailler.

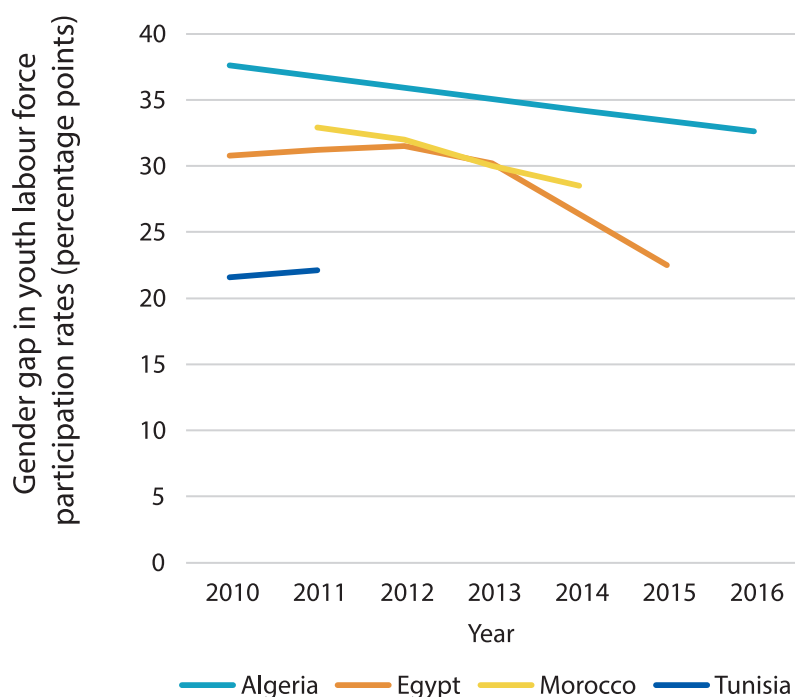
(ILOSTAT). Le taux de participation de la main d'œuvre des jeunes femmes en Afrique du Nord comptait 30.2 points de pourcentage de moins du taux équivalent des jeunes gens (L'OIT 2016, p.19).

Tableau 11: Les taux de participation de la main d'œuvre des jeunes femmes par région 1997 et 2016

Région	Sous région	Taux de participation de la main d'œuvre 1997 (%)		Taux de participation de la main d'œuvre 2016 (%)	
		Total	Femmes	Total	Femmes
Afrique	Afrique du Nord	37.01	21.1	31.87	16.6
	Afrique Subsaharienne	53.94	50.6	54.26	51.6
Amériques	Amérique latine et les Caraïbes	55.65	41.7	49.83	40.1
	Amérique du Nord	62.49	59.9	52.30	51.2
Etats Arabes		33.06	13.9	30.64	13.5
Asie et le Pacifique	Asie de l'Est	69.73	69.4	51.40	50.0
	Sud-Est de l'Asie et le Pacifique	56.54	49.7	51.30	43.8
	Asie du Sud	48.24	29.0	37.25	20.1
Europe et l'Asie Centrale	Europe du Nord, du Sud et l'Europe occidentale	47.68	43.6	44.38	41.9
	Europe orientale	42.14	38.7	35.61	31.0
	Asie Centrale et Occidentale	47.46	36.6	43.27	32.4
Le Monde		55.0	46.2	45.7	37.1

Comme le figure bien le Graphique 7, la différence du taux de participation de la main d'œuvre entre les jeunes gens et les jeunes femmes dans les pays étudiés est très élevée. Les données reflètent par ailleurs une tendance à la baisse entre 2010 et 2015 (L'OIT 2017).

Graphique 6: Ecart entre les sexes en ce qui concerne les taux de participation de la main d'œuvre des jeunes (le taux des hommes moins le taux des femmes, points de pourcentage), 2010-2016



Source: ILOSTAT ; Aucune donnée n'a été disponible pour le Soudan et la Mauritanie.

L'emploi indépendant

Tableau 10 décrit les taux de l'emploi indépendant dans certains pays étudiés¹⁶. L'emploi indépendant peut traduire des réalités multiples; du professionnel indépendant, au chef d'entreprise, à micro-entrepreneur informel. De manière générale, la part du travail indépendant se réduit avec le niveau de développement. Quelques 75 pourcent des travailleurs dans les pays à revenu inférieur et moyen sont considérés comme indépendants (Burchell, Coutts, Hall et Pye 2015, p. v), 40 à 60 pourcent dans les pays à revenu moyen, beaucoup moins dans les pays à haut revenu. Une forte proportion d'emploi indépendant est également associée à une forte incidence de travailleurs informels (Burchell, Coutts, Hall et Pye 2015).

Tableau 12: L'emploi indépendant comme pourcentage du total des taux d'emploi, 2010-2015

Pays	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Algérie		33	..	31	27.5	..
Egypte	37.8	38.8	37.5	38.9	..	..
Maroc	53.1	53.9	53.3	..	..	..
Tunisie	31.5	28.8	28.6	27.9	..	..

Source: la Banque Mondiale: Les Indicateurs de développement du monde (les employés indépendants); Aucune donnée n'a été disponible pour la Mauritanie et le Soudan.

16 Les microentreprises sont définies à l'échelle nationale ou elles sont ces entreprises ayant moins de 3 employés à plein temps.

Le travail informel

La qualité et l'informalité des emplois sont une préoccupation majeure pour les jeunes dans la région. Les données concernant l'informalité et l'accès à la protection sociale ne sont pas désagrégées par âge pour la plupart des pays de la région. Il est clair toutefois que les jeunes sont surreprésentés par rapport aux autres groupes d'âge dans le travail informel ou vulnérable. Le secteur informel représente environ 40 pourcent des emplois non agricoles en Afrique du Nord. On estime également que près des deux tiers des femmes nord africaines et un tiers des hommes occupent des emplois vulnérables au sens de l'OIT. Les données concernant les participants aux systèmes de retraite sont également un indicateur significatif (Gatti et al., 2011). Le Tableau 12 retranscrit les dernières données disponibles.

Tableau 13: Participants actifs à un système de retraite dans les pays de la région

Pays	Participants en % de la population en âge de travailler	Année
Egypte	29%	2009
Maroc	15.6%	2011
Soudan	2.8%	2008
Tunisie	41.4%	2011
Sudan	160	49.55
Tunisia	60	67.35

Source: Statistiques du Travail de l'OIT – seuls les pays dont les données sont disponibles figurent sur le tableau.

Emploi rural

Des disparités fortes dans le marché du travail des régions urbaines et rurales persistent en Afrique du Nord. Le Tableau 13 décrit la population rurale dans les pays étudiés en proportion de la population totale en 2015 et 2016. Dans tous les pays, à l'exception de l'Algérie, au moins un tiers de la population totale habite les régions rurales. Plus de la moitié des habitants du Soudan et de l'Egypte vivent à la campagne. Les économies rurales sont donc toujours d'une grande importance pour les conditions globales de la croissance économique et de l'emploi en Afrique du Nord.

Tableau 14: La population rurale (en pourcentage de la population totale), 2015-2016.

Pays	2015	2016
Algérie	29.27	28.7
Egypte	56.87	56.78
Mauritanie	40.14	39.55
Maroc	39.8	39.32
Soudan	66.19	66
Tunisie	33.96	32.95

Source: Les Données Ouvertes de la Banque Mondiale

Les marchés du travail ruraux présentent une forte segmentation sur la base du genre. Les femmes sont le plus souvent travailleuses agricoles indépendantes alors que les hommes ruraux sont le plus souvent salariés non agricoles. Les femmes sont également très souvent considérées comme travailleuses non-rémunérées contribuant à l'économie familiale (ibid.). Ceci rend le travail des femmes dans les régions rurales extrêmement difficile à mesurer, et un grand nombre de femmes rurales sont par la suite classées comme inactives dans les statistiques du travail et dans les enquêtes nationales. Ces difficultés de mesure indiquent l'importance d'étudier 'l'utilisation du temps' dans le contexte d'un pays en développement (Rigoler, 2013, pp. 1-3).

Tableau 15: L'emploi en agriculture (pourcentage de l'emploi total), 2011-15

Pays	2011	2012	2013	2014	2015
Algérie	..	..	10.58	8.78	..
Egypte	29.17	27.06	27.96	27.55	25.84
Maroc	39.76	39.2	38	37.2	..
Soudan	44.6	..	..	..	..
Tunisie	16.24	17.02	15.3	..	..

Source: Les Données Ouvertes de la Banque Mondiale ; Aucune donnée n'a été disponible pour la Mauritanie

La migration urbaine-rurale (une stratégie de subsistance commune dans tous les pays de la région) a souvent lieu en raison de l'absence de perspectives d'emploi meilleures mais aussi d'accès aux services. Bien que l'attention soit focalisée sur les personnes qui émigrent, moins d'attention a été accordée aux personnes qui restent au pays, dont plusieurs sont des femmes et des enfants dans la plupart des régions. Alors que les effets de la migration sont équivoques (par exemple, la sécurité alimentaire peut être endommagée en raison du manque de travailleurs, mais le revenu des ménages peut augmenter en raison des envois de fonds), il convient de signaler que la migration des hommes à partir des régions rurales dans les pays de l'étude peut aggraver le fardeau du travail pour les femmes.

3. Gouvernance, institutions et droits

La situation des jeunes sur le marché du travail est plus sensible que celles des autres groupes d'âge à l'application effective des normes et règles que le régissent. Les jeunes sont moins établis dans leurs rapports de travail et donc plus vulnérables à des pratiques iniques - licenciement injustifié, heures de travail excessives, rémunération inéquitable. Les jeunes sont aussi plus fréquemment dans l'informel, privés de toute protection de la loi – du salaire minimum aux heures de travail maximales, l'accès à la sécurité sociale ou les environnements de travail sûrs et sécurisés. Historiquement, le débat autour de la gouvernance des marchés du travail des jeunes et les systèmes des lois, des règles et des règlements qui comprennent les institutions du marché du travail s'est focalisé sur les effets de ces institutions sur l'emploi et le chômage des jeunes. Bien que certains aspects de ce débat demeurent contestés, il y a de larges aspects de consensus (O'Higgins et Moscariello 2017, p. 33).

Règles et normes du travail

Il est essentiel de reconnaître que l'expérience des jeunes sur le marché du travail est, plus que pour d'autres groupes d'âge, une fonction de l'application effective des normes de travail internationales et nationales (L'OIT 2013d, p.69). Dans l'Appel à l'Action de l'OIT (L'OIT 2012a), les droits des jeunes représentent un pilier clé de toute action concertée par les gouvernements et les autres parties prenantes pour promouvoir l'emploi des jeunes. A partir d'une approche fondée sur les droits, les champs d'action comprennent l'assurance d'un traitement égal pour les jeunes sur le lieu du travail, garantir une mise en vigueur efficace des lois du travail et des conventions collectives, promouvoir et protéger les droits des jeunes travailleurs à s'organiser et garantir que le salaire minimum soit défini par la loi ou la convention collective et soit effectivement mis en vigueur.

Il est souvent imputé que l'introduction d'un salaire minimal (ou sa réévaluation) ont des effets négatifs sur l'emploi des jeunes. La productivité des jeunes étant inférieure à celle des travailleurs plus expérimentés, elle pourrait passer en dessous de ce niveau de rémunération minimal du fait de ces réformes. Mais des mécanismes de compensation fiscale ou sociale peuvent alors être considérés réduisant le coût global des jeunes travailleurs. O'Higgins et Moscariello (2017, p. 43) indiquent également que la législation sur la protection de l'emploi peut aussi agir afin d'atténuer les effets négatifs (sur l'emploi des jeunes) de la hausse du salaire minimum. Il est donc important que la réforme des normes du travail doit prendre en considération la corrélation la législation du travail et les autres politiques sociales et économiques. Un processus de dialogue social inclusif peut aider les pays à faire les choix politiques difficiles afin de surmonter cette segmentation et avancer vers une meilleure justice sociale. Les jeunes auraient besoin de remplir un rôle significatif dans un tel processus.

Les voix des jeunes

Peu de données existent sur le taux de syndicalisation des jeunes nord-africains, ou dans la participation effective d'organisations représentatives des jeunes dans le dialogue politique. Les documents concernant la participation des jeunes dans les contextes nationaux choisis indiquent, en général, que les jeunes sont toujours largement sous-représentés en ce qui concerne la participation politique et sociale. (L'Université Américaine de Beyrouth, à paraître).

Le dialogue social (l'engagement des travailleurs, des employeurs et des gouvernements dans la prise de décision en ce qui concerne l'emploi et le travail¹⁷ est un des principes fondateurs de l'OIT. Dans ce domaine spécifique les généralisations pour la région sont moins utiles que dans d'autres, étant donné que les législations nationales et les pratiques réelles varient en grande mesure d'un pays à l'autre. Quelques grands traits peuvent néanmoins être esquissés. L'adhésion aux syndicats est parfois très limitée dans le secteur privé. De larges parties de la population active ne disposent pas de voix organisée, tels que chômeurs ou les travailleurs de l'économie informelle manquent (Gatti et al. 2013, p. 290). Malgré quelques exceptions importantes, la négociation collective entre travailleurs et employeurs, aux niveaux local, sectoriel ou national ne régle encore qu'une faible partie du monde du travail nord-africain. Les organisations des travailleurs et d'employeurs devront s'adapter à un rythme croissant de transformation économique et sociale. Ils devront innover pour réussir à mobiliser une population jeune qui a adopté de nouvelles formes de socialisation et de communication.

Inspection du travail

L'application des normes régissant le monde du travail passe invariablement par la capacité des autorités d'inspection. Ici aussi, la situation est très différenciée entre pays. Globalement, les services d'inspection sont trop souvent à court de personnel et d'équipements. Ils ont tendance à se focaliser davantage sur les entreprises plus larges et opérant dans le formel. L'accent est également mis davantage sur le sanctionnement que sur l'accompagnement des entreprises dans leur mise en conformité.

Le salaire minimum

Tous les pays de la région possèdent des règlements pour établir le salaire minimum, bien que seuls l'Égypte et le Maroc aient signé et ratifié la Convention sur la fixation des salaires minima de l'OIT, 1970 (N° 131). L'Algérie a une politique régissant le salaire minimum qui date des années 1990. La loi égyptienne sur le travail a prévu la création d'un conseil national pour les salaires. Le Maroc possède une politique concernant le salaire minimum, et, de la même manière, la Tunisie a aussi une politique concernant le salaire minimum, en vertu de laquelle une hausse des salaires a été prévue par le Ministère des Affaires Sociales à titre annuel entre 2003 et 2012, selon une moyenne de 4.7 pourcent par an. Il convient de signaler que seuls le Maroc et la Tunisie ont signé et ratifié la Convention sur la Négociation collective de l'OIT, 1981 (N° 154).

Politiques actives du marché du travail

Les politiques actives du marché du travail (PAMT) visent à promouvoir l'emploi des groupes plus vulnérables sur le marché du travail. Celles-ci peuvent comprendre à la fois des mesures ciblant l'offre que la demande de travail. Les PAMT sont souvent catégorisées en quatre groupes principaux: les programmes de formation professionnelle ; les programmes de promotion de l'entrepreneuriat (incluant assistance financière et non financière) ; les services d'emploi et d'intermédiation ; et les subventions à l'emploi et les travaux publics (Card, Kluve et Weber, 2010). En bref, celles-ci comprennent toute la dépense sociale (à l'exception de l'éducation) qui vise à améliorer la perspective des bénéficiaires en ce qui concerne la quête d'un emploi rémunéré ou d'augmenter leur capacité de générer du revenu (Kluve et al. 2016, p.24).

17 Il comprend tout type de négociation, de consultation et d'échange parmi les représentants de ces groupes concernant les intérêts communs de politique économique, du travail et sociale.

Les évaluations d'impact conduites dans de très nombreux pays indiquent que l'investissement dans les PAMT paye. Pour qu'ils portent leurs fruits, ce type de programme nécessite une conception soignée, des capacités techniques de mise en œuvre adéquates, ainsi que du temps (Kluve et al. 2016, p.24).

Rares sont les données disponibles au public concernant la dépense sur les politiques actives du marché du travail dans la région. D'après Angel-Urdinola, Kuddo et Semlali (2013, p. 30), la Tunisie a dépensé 0.8 pourcent du produit intérieur brut (PIB) sur les politiques actives du marché du travail et le Maroc a dépensé 0.1 pourcent. Ces données ne sont pas disponibles en ce qui concerne les autres pays de la région: la Tunisie, le Maroc, et l'Algérie, ont récemment intensifié l'offre de leurs PAMT. En comparaison, Kuddo (2012) signale que l'Union Européenne dépense environ 0.5 pourcent de son PIB (UE-27) sur ces politiques, un chiffre proche de ceux publiés par l'OCDE pour ses membres (0,53 %).

Conclusion

La transition du monde de l'école à celui du travail est difficile. Les transformations en cours dans le monde de travail sur la vague des nouvelles technologies accentuent les risques, mais ouvrent aussi de nouveaux espaces d'opportunité. Des périodes de chômage et des reconversions plus fréquentes nécessiteront une transformation de l'accompagnement public, pour qu'il soit pertinent et efficace.

La crise de l'emploi des jeunes en Afrique du Nord impose à tous les intervenants une implication accrue, à l'échelle du challenge, dans le contexte de stratégies cohérentes et largement concertées. La réforme du code du travail, du système de protection sociale, des politiques actives du marché du travail, interagissent intimement entre elles. Ces interactions doivent être gérées, pour atténuer les risques et les externalités négatives, et de pleinement mettre à profit les opportunités.

L'emploi des jeunes nécessite une action d'ample envergure mobilisant différents mandats ministériels et coalisant une large gamme de services publics. Le rôle des organisations des employeurs et des travailleurs est essentielle autant dans la définition des priorités et des leviers politiques, que dans la mobilisation des forces actives de l'économie pour leur mise en œuvre. Les intervenants pourront faire appel à une vaste gamme de connaissances, d'expériences et de leçons apprises, pour éviter les écueils et mettre à profit les bonnes pratiques. Les politiques et réformes engagées nécessiteront un suivi et une évaluation régulière, pour leur amélioration progressive.

Références et sources de données

Les bases de données utilisées

ILOSTAT: Base de données de l'OIT pour les statistiques du travail, <http://www.ilo.org/ilostat>.

NORMLEX Le système d'information sur les Normes internationales du travail, <http://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=NORMLEXPUB:1:0::NO>

OIT Quelles sont les solutions efficaces pour l'emploi des jeunes selon l'OIT, <http://www.wwinye.org/resources>.

Données de l'OCDE, <https://data.oecd.org/>.

PNUD, Indice de pauvreté multidimensionnelle (MPI) <http://hdr.undp.org/en/content/multidimensional-poverty-index-mpi>.

Les données ouvertes de la Banque Mondiale, <http://data.worldbank.org/>.

Ouvrages cités

Le Ministère du Travail en Algérie. 2016. Informations Statistiques. Décembre 2016. Téléchargeable à partir de <http://www.anem.dz/ressources/pdf/2016/decembre-2016.pdf>. Consulté en août 2017.

Université américaine de Beyrouth, Faculté des Sciences de santé, Centre de la pratique de la santé publique. Prévu à apparaître. Analyse régionale de la jeunesse dans les pays arabes, projet daté du 31 mars 2017.

ANAPEC. 2016. Le plan national pour la création d'emplois 2020. Disponible en ligne au <https://www.slideshare.net/ANAPEC/2020-58376270> accessed August 2017

Angel-Urdinola, D.; Leon-Solano, R. 2013. Aperçu. In Angel-Urdinola, Hilger, et Leon-Solano. 2013. Programmes publics de l'emploi en Tunisie In Angel-Urdinola, D. Kuddo, A ; et Semlali, A. (eds.). Mise en place de programmes d'emploi efficaces pour les jeunes chômeurs au Moyen Orient et en Afrique du Nord. La Banque Mondiale. Washington

Angel-Urdinola, D.; Hilger, A.; Leon-Solano, R. 2013. Programmes pour l'emploi public en Tunisie. Angel-Urdinola, D. Kuddo, A ; et Semlali, A. (eds.). La mise en place de programmes d'emploi efficaces pour les jeunes chômeurs au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. La Banque Mondiale. Washington

Assaad, R. 2013. Avoir du sens sur les marchés du travail arabes: le patrimoine persistant de dualisme. Discussion IZA Feuille N° 7573. Août 2013

Assaad, R.; Krafft, C. 2016. La dynamique du marché du travail et le chômage des jeunes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord: Témoignage de l'Egypte, la Tunisie, et la Jordanie. Document de travail N° 993 auprès du Forum sur la recherche économique. <http://erf.org.eg/publications/labor-market-dynamics-and-youth-unemployment-in-the-middle-east-and-north-africa-evidence-from-egypt-jordan-and-tunisia/> [31 août 2017].

Auer, P.; Efendioğlu, Ü.; Leschke, J. 2008. Politiques actives du marché du travail autour du monde: S'adapter aux conséquences de la mondialisation (OIT, Genève).

Baddock, E.; Lang, P.; Srivastava, V. 2015. Ampleur du secteur public: la loi sur le salaire et l'emploi du gouvernement (Groupe de la Banque Mondiale, Washington D.C.).

Barsoum, G. 2015. "Ouvrer à la sécurité de l'emploi: l'expérience éprouvée de l'informalité de l'emploi parmi les jeunes éduqués en Egypte". *Journal International de la sociologie et la politique sociale*. Volume 35, numéro 5/6, 2015. pp.340 – 358

Barsoum, G., 2016. Le secteur public comme employeur de choix parmi les jeunes en Egypte: la pertinence de la théorie de motivation du service public. *Journal International de l'administration publique*. Volume 39, numéro 3, pages 205-215

Barsoum, G. 2017a. Programmes du marché du travail actif axés sur les jeunes dans le cadre d'un régime limitatif qui entrave le bien-être: Une lecture qualitative des programmes en Egypte. *Le Journal International du bien-être social*, 26(2), 168-176.

Barsoum, G. 2017b. Les décisions relatives à l'emploi des jeunes femmes éduquées en Egypte: Un compte qualitatif. Documents scientifiques de SAHWA. DOI: doi.org/10.24241/swsp.2017.13.1

Barsoum, G.; Ramadan, M.; Mostafa, M. 2014. Labour market transitions of young women and men in Egypt, *Work4Youth Publication Series No. 16*, June (ILO, Geneva).

Bausch, J.; Dyer, P.; Gardiner, D.; Kluve, J.; Kovacevic, S. 2017. The impact of skills training on the financial behaviour, employability and educational choices of rural young people Findings from a Randomized Controlled Trial in Morocco. International Labour Organization. Taqeeem Initiative. Impact Report Series, Issue 6

Belghazi, S. 2013. "Public Employment Programs in Morocco," in D. Angel-Urdinola; A. Kuddo; R. Leon-Solano (eds): *Building Effective Employment Programs for Unemployed Youth in the Middle East and North Africa* (World Bank Group, Washington, D.C.), pp. 101-114.

Boughzala, M. 2011. Labor Market Regulations and Institutions: The Case of Tunisia, Tunisia background paper (World Bank Group, Washington, D.C.).

Bteddini, L. 2016. Public employment and governance in Middle East and North Africa (World Bank Group, Washington, D.C.). Also available online at <http://documents.worldbank.org/curated/en/339381472236811833/Public-employment-and-governance-in-Middle-East-and-North-Africa> [31 August 2017].

Burchell, B.; Coutts, A.; Hall, E.; Pye, N. 2015. Self-employment programmes for young people: A review of the context, policies and evidence, *Employment Working Paper No. 198* (ILO, Geneva).

Card, D.; Kluve, J.; Weber, A. 2010. Active Labor Market Policy Evaluations: A Meta Analysis, NBER Working Paper 16173 (National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA).

Charmes, J.; Remaoun, M. 2016. L'économie informelle en Algérie, Estimations, tendances, politiques (ILO, Algiers).

Commonwealth Secretariat. 2016. Global Youth Development Index and Report 2016 (London). Available at <http://cmypdprod.uksouth.cloudapp.azure.com/sites/default/files/2016-10/2016%20Global%20Youth%20Development%20Index%20and%20Report.pdf> [30 August 2017].

Darbo, S.; Eltahir, Y. 2017. African Economic Outlook: Sudan. Available at <http://www.africaneconomicoutlook.org/en/country-notes/sudan> [30 August 2017].

De Pryck, J.; Termine, P. 2014. "Gender Inequalities in Rural Labour Markets," in A. Quisumbing, R. Meinzen-Dick, T.L. Raney, A. Croppenstedt, J. Berman, A. Peterman (eds): *Gender in Agriculture: Closing the knowledge gap* (Springer, Dodrecht).

Dimova, R.; Elder, S.; Stephan, K. 2016. Labour market transitions of young women and men in the Middle East and North Africa, Work4Youth Publication Series No. 44 (Geneva, ILO).

Downie, A. 2017. African Economic Outlook: Egypt. <http://www.africaneconomicoutlook.org/en/country-notes/egypt> [30 August 2017].

Elder, S. 2015. What does NEETs mean and why is the concept so easily misinterpreted?, Work4Youth Technical Brief No. 1 (Geneva, ILO).

Elder, S.; Kring, S. 2016. Young and female: A double strike? Gender analysis of school-to-work transition surveys in 32 developing countries, Work4Youth Publication Series No. 32, January (ILO, Geneva).

Enders, K. 2008. IMF Survey: Egypt: Reforms Trigger Economic Growth. Available at <https://www.imf.org/en/News/Articles/2015/09/28/04/53/socar021308a> [30 August 2017].

Food and Agriculture Organization (FAO). 2017. Regional and Country Projects: Mauritania. Available at <http://www.fao.org/agriculture/ippm/projects/mauritania/en/> [June 2017].

FAO, International Fund for Agricultural Development (IFAD) and the International Labour Office. 2010. Gender dimensions of agricultural and rural employment: Differentiated pathways out of poverty (FAO, Rome).

Gatti, R.; Angel-Urdinola, D.; Silva, J.; Bodor, A. 2011. Striving for Better Jobs: The Challenge of Informality in the Middle East and North Africa Region, Directions in development (World Bank Group: Washington, DC.) Also available at <http://documents.worldbank.org/curated/en/445141468275941540/Striving-for-better-jobs-the-challenge-of-informality-in-the-Middle-East-and-North-Africa> [30 August 2017].

Gatti, R.; Morgandi, M.; Grun, R.; Brodmann, S.; Angel-Urdinola, D.; Moreno, J.M.; Marotta, D.; Schiffbauer, M.; Lorenzo, E.M. 2013. Jobs for Shared Prosperity: Time for Action in the Middle-East and North Africa (World Bank Group: Washington, DC.).

Hayter, S. 2011. "Introduction," in S. Hayter (eds): *The Role of Collective Bargaining in the Global Economy: Negotiating for Social Justice* (Edward Elgar Publishing, Cheltenham, UK, and ILO, Geneva).

Institut National de la Statistique (INS). 2015. Enquête nationale sur la population et l'emploi (3ème trimestre 2015) (INS, Tunis).

International Institute for Labour Studies. 2011. Tunisia: A New Social Contract for Fair and Equitable Growth, Studies on Growth with Equity (ILO, Geneva).

International Labour Office (ILO). 2008. ILO Declaration on Social Justice for a Fair Globalization, adopted by the International Labour Conference at its 97th Session, Geneva, 10 June 2008 (Geneva).

—. 2012a. The youth employment crisis: A call for action, Report V, International Labour Conference, 101st Session, Geneva, 2012 (Geneva).

- . 2012b. Tunisia. Country Brief. Available at http://www.ilo.org/addisababa/media-centre/WCMS_177334/lang--en/index.htm [August 2017].
 - . 2013a. National Tripartite Social Dialogue: An ILO guide for improved guidance (Geneva).
 - . 2013b. Decent Work Indicators: Guidelines for Producers and Users of Statistical and Legal Framework Indicators, ILO Manual, Second Version, December (Geneva).
 - . 2013c. Youth Labour Market Analysis: A Training Package on Youth Labour Market Information (Geneva).
 - . 2013d. Global Employment Trends for Youth 2013: A generation at risk (Geneva).
 - . 2013e. Social Dialogue: Recurrent discussions under the ILO Declaration on Social Justice for a Fair Globalization, Report VI, International Labour Conference, 102nd Session, Geneva, 2013 (Geneva).
 - . 2015a. Global Employment Trends for Youth 2015: Scaling up investments in decent jobs for youth (Geneva).
 - . 2015b. Key Indicators of the Labour Market, 9th edition (Geneva).
 - . 2015c. La jeunesse tunisienne et l'économie informelle (Geneva).
 - . 2016a. World Employment Social Outlook Youth: Trends for Youth 2016 (Geneva).
 - . 2016b. Women's entrepreneurship development assessment- Egypt, (ILO, Cairo). Also available at http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_ent/---ifp_seed/documents/publication/wcms_551168.pdf. [30 August 2017].
 - . 2016c. World Employment Social Outlook: Trends 2016 (Geneva).
 - . 2017a. World Employment Social Outlook Trends 2017 (Geneva).
 - . 2017b. MSMEs and Entrepreneurship National Strategy and Operational Plan (2017-2022). Capturing Opportunities of Economic Transformation. UNPUBLISHED DRAFT.
- International Monetary Fund (IMF). 2013. Sudan: Interim Poverty Reduction Strategy Paper, IMF Country Report No. 13/318, (IMF: Washington, D.C.). Also available at <https://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2013/cr13318.pdf> [30 August 2017].
- . 2015. Islamic Republic of Mauritania: Selected Issues Paper, IMF Country Report No. 15/36 (IMF: Washington, D.C.). Also available at <http://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2016/12/31/Islamic-Republic-of-Mauritania-Selected-Issues-Paper-42705> [June 2017].
- International Trade Union Confederation (ITUC). 2017. List of Affiliated Organizations. Available at http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/list_of_affiliates_16th_gc_2_.pdf [June 2017].
- Ismail, A.; Tolba, A.; Barakat, S. 2016. Global Entrepreneurship Monitor: Egypt National Report 2015/2016 (American University in Cairo: Cairo). Available at <http://www.gemconsortium.org/country-profile/58> [June 2017].

Kluve, J.; Puerto, S.; Robalino, D.; Romero, J.M.; Rother, F.; Stöterau, J.; Weidenkaff, F.; Witte, M. 2016. Interventions to improve the labour market outcomes of youth: a systematic review of training, entrepreneurship promotion, employment services, and subsidized employment interventions (ILO, Geneva).

LO/FTF, Ulandssekretariatet (Danish Trade Council for International Development and Cooperation). 2015.

Morocco: Labour Market Profile 2015 (Copenhagen).

Malainine, S.C.; Ntah, M.N.; Diarra, B. 2017. African Economic Outlook: Mauritania. Available at <http://www.africaneconomicoutlook.org/en/country-notes/mauritania> [June 2017].

Mansuy, M. and Werquin, P. 2015. Labour market entry in Tunisia: The gender gap. International Labour Organization. Publication Series Youth Employment Programme. Employment Policy Department December 2015

Meknassi, R.; Rioux, C. 2010. Working Paper 14: Labour Relations and collective bargaining in Morocco, October (ILO, Geneva).

Ministry of Economy and Finance. n.d. Régime Fiscal de l'auto-entrepreneur. Morocco. Available on line at https://portail.tax.gov.ma/wps/wcm/connect/cd4e08b9-c580-4d77-bd98-a649d1e7e2f8/Guide+auto+entrepreneur15_Fr.pdf?MOD=AJPERES&CACHEID=cd4e08b9-c580-4d77-bd98-a649d1e7e2f8 [August 2017].

Ministry of Employment and Social Affairs. 2016. Morocco's National Employment Strategy. Summary document (2016) (Morocco).

Ministry of Human Resources Development and Labour, Sudan. 2014. Sudan Labour Force Survey 2011 Report (Khartoum).

Musette, M.S. 2014. Employment Policies and Active Labour Market Programmes in Algeria (European Training Foundation, Brussels).

Observatoire National de l'Emploi et des Qualifications. 2014. Transition vers le marché du travail des jeunes femmes et hommes en Tunisie, YouthWork4Youth Series No. 15 (ILO, Geneva).

OECD/CAWTAR. 2014. Women in public life: Gender, law and policy in the Middle East and North Africa (OECD Publishing, Paris). Available at <http://dx.doi.org/10.1787/9789264224636-en> [June 2017].

Office National des Statistique (ONS). 2016. Activite, Emploi & Chômage en Septembre 2016. Bulletin 763, December (ONS, Algiers).

O'Higgins, N. 2017. "Overview," in N. O'Higgins (eds): Rising to the Youth Employment Challenge: New Evidence on Key Policy Issues (ILO, Geneva), pp. 1-11.

O'Higgins, N.; Moscariello, V. 2017. "Labour market institutions and youth labour markets: Minimum wages and youth employment revisited," in N. O'Higgins (eds): Rising to the Youth Employment Challenge: New Evidence on Key Policy Issues (ILO, Geneva), pp. 31-46.

Omri, M. 2015. "No ordinary union: UGTT and the Tunisian path to revolution and transition," in Workers of the World: International Journal on Strikes and Social Conflict, Vol. 1 no. 7, pp. 14-29.

Republic of Tunisia, Ministry of Vocational Training and Employment. Undated. National Strategy for Employment: 2013-2017 (Tunis)

Ringhofer, L. 2013. Introducing Functional Time use (FTU) Analysis: A Gender-Sensitive Approach to Labor Time (Center for Gender in Global Context, East Lansing). ProQuest, online [5 Sep. 2017].

Shalaby, M. 2014. The Paradox of Female Economic Participation in the Middle East and North Africa, Issue Brief no. 03.07.14 (Rice University's Baker Institute, Houston).

Subrahmanyam, G.; Castel, V. 2014. Labour market reforms in post-transition North Africa, AfDB Economic Brief (online). Available at https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/Economic_Brief_-_Labour_market_reforms_in_post-transition_North_Africa.pdf [30 August 2017].

United Nations Department of Economic and Social Affairs of the United Nations Secretariat, Population Division (UNDESA). 2014. World Economic and Social Prospects (United Nations Secretariat, New York).

—. 2017. World Population Prospects: The 2017 Revision (United Nations Secretariat, New York).

United Nations Development Programme (UNDP) 2014. Update on Macroeconomic Developments in Sudan, Sudan Talks Series (UNDP, Khartoum). Available at http://www.undp.org/content/dam/sudan/docs/policy_roundtable/doc/Final%20Macroeconomic%20Update%202011-2013%20December%2024,2013.pdf [June 2017].

—. 2016. Human Development Report: Development for Everyone (New York).

United Nations Economic Commission for Africa (UNECA). 2013. The Economic Situation in Egypt in the Context of Political Instability and a Risky Transition (UNECA, Addis Ababa). Also available at <http://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/note-on-egypten.pdf> [June 2017].

United Nations General Assembly. 2015. "Transforming our world: the 2030 Agenda for Sustainable Development," Resolution adopted by the General Assembly on 25 September 2015, A/RES/70/1, 21 October. Available at http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/70/1&Lang=E [4 September 2017].

World Bank Group. 2015. Morocco – Social Protection and Labour: Diagnostic, Draft, Social Protection and Labour Brief, May 26 (Online). Available at <http://documents.worldbank.org/curated/en/485991468190443363/pdf/103119-WP-P133498-Box394855B-PUBLIC-A2I-REQUEST-SPL-Morocco-Draft-Policy-Note-v12.pdf> [31 August 2017].

—. 2009. Doing Business 2010 (World Bank Group, Washington, D.C.)

—. 2013a. Doing Business in Egypt 2014: Understanding Regulations for Small and Medium-Size Enterprises (World Bank Group, Washington, D.C.).

—. 2013b. Doing Business 2014: Understanding Regulations for Small and Medium-Size Enterprises (World Bank Group, Washington, D.C.).

—. 2014. Doing Business 2015: Going Beyond Efficiency (World Bank Group, Washington, D.C.).

—. 2015. Egypt Economic Monitor: Paving the Way to Sustained Recovery (World Bank Group, Cairo. Available at <http://documents.worldbank.org/curated/en/653461467986287791/pdf/96946-WP-PUBLIC-Box391469B-Egypt-Economic-Monitor-Spring-2015.pdf> [August 2017]. —

—. 2016. Doing Business 2017: Equal Opportunity for All (World Bank Group, Washington, D.C.).
Zouari, S. 2014. Employment Policies and Active Labour Market Programmes in Tunisia (European Training Foundation, Brussels).

